

*Pouvoir d'emprunt*

des prestations de chômage de \$200 par semaine. A \$200 par semaine, une personne mariée avec deux enfants à charge peut réussir à survivre. Mai si elle n'a pas pu se faire inscrire au collège Mohawk sur le campus Braneida ou à Hamilton avant le 27 juillet—et ses chances sont minces car tout est complet six mois à l'avance—et que ses prestations de chômage sont épuisées lorsqu'elle finit par se faire inscrire dans un cours de perfectionnement en technologie, son revenu tombe à un maximum de \$104 par semaine pour faire vivre une femme et deux enfants. Voilà qui montre combien le gouvernement a à cœur les problèmes qui existent dans ma circonscription de Brantford qui fait partie des régions désignées dans le cadre du programme d'adaptation de l'industrie et de la main-d'œuvre.

Sur le plan industriel, les mesures ont donné de meilleurs résultats. Le gouvernement fédéral a débloqué 13 millions de dollars et le secteur privé 37 millions pour permettre aux entreprises de se donner de l'expansion et de relocaliser leurs usines à Brantford; ce qui fait en tout 50 millions, somme qui pourrait être doublée d'ici le 27 juillet, date limite du programme d'adaptation de l'industrie et de la main-d'œuvre. Mais nous avons un peu moins de 200 employés mis à pied pour une longue période qui ont les moyens de s'inscrire au programme d'adaptation de la main-d'œuvre aux nouvelles techniques d'assemblage.

Mais il n'y a pas que le manque de places au collège Mohawk, au campus Braneida à Hamilton ou à Brantford, qui empêche de recycler les travailleurs de l'aciérie ou les préposés à l'assemblage des usines de Massey-Ferguson, de White Farm ou d'autres industries; le fait est que les services de formation sont carrément inadéquats. Le personnel, les conseillers et les professeurs font tout ce qu'ils peuvent, mais on n'a pas prévu suffisamment de fonds pour agrandir les services de formation des usines, non seulement dans le sud de l'Ontario, mais aussi dans la plupart des industries du Canada.

J'estime qu'il faudrait investir davantage en empruntant s'il le faut pour mettre sur pied des cours de recyclage dans le domaine de la haute technologie dans toutes les industries, et pas seulement dans les usines de construction de machines agricoles. Peut-être qu'une fois la récession terminée, nous aurons des emplois pour tous ces gens au lieu d'avoir des localités dont 12 à 15 p. 100 des travailleurs sont en chômage permanent.

**M. Jack Murta (Lisgar):** Monsieur le Président, comme le député de Brant (M. Blackburn), c'est la deuxième fois que j'ai le privilège d'intervenir dans le débat de cette mesure. Mes remerciements vont aux députés du parti conservateur qui, en proposant un amendement, nous permettent de poursuivre cet important débat. J'espère que nous réussirons, au moins dans une certaine mesure, à faire comprendre aux ministériels la nécessité de changer de méthode quand ils nous demandent d'approuver des sommes aussi considérables.

Le député de Brant a abordé une question très importante que je voudrais reprendre à mon tour. Il s'agit de l'industrie des machines agricoles et de la façon dont elle est touchée par la récession de même que par certaines mesures à court terme du gouvernement. Cette industrie joue un rôle considérable dans la région que je représente, de même que dans toute la

partie agricole de l'ouest du Canada. Le député a parlé des difficultés éprouvées par les fabricants des machines agricoles.

Dans ma région, si les difficultés ne sont pas tout à fait les mêmes, il est quand même possible d'en constater les effets. Depuis quelques années nombre d'agences de machines agricoles ont dû fermer leurs portes. D'une façon générale, les affaires ne sont pas bonnes à cause de la récession, du prix des grains, du prix des denrées agricoles et de l'incertitude économique dont le gouvernement est en partie responsable.

• (1200)

Il est cependant réconfortant de voir l'autre côté de la question, soit la situation des fabricants et des travailleurs d'usine qui sont touchés aussi bien que les marchands de l'ouest du Canada, lesquels doivent abandonner les affaires, de même que les agriculteurs qui ne peuvent se permettre d'acheter les machines neuves dont ils ont désespérément besoin pour la saison prochaine.

Ce n'est pas surtout l'ampleur inouïe de l'emprunt demandé qui préoccupe les députés, mais plutôt la façon dont le gouvernement procède, c'est-à-dire qu'il refuse de nous indiquer à quoi servira cet argent. Aucun député en pleine possession de ses facultés ne pourrait accepter pareille requête sans savoir comment l'argent sera dépensé.

Faisons la comparaison suivante. Supposons qu'un petit exploitant, un agriculteur, homme ou femme, aille à la banque pour demander à emprunter \$100,000. Probablement que le directeur consentirait à lui prêter les \$100,000 à condition qu'il soit assuré que l'argent sera remboursé et surtout que l'emprunteur à les reins solides. Puisque le Canada est assez riche pour garantir cet emprunt, cette partie de l'exemple ne s'applique pas, mais si la personne désireuse d'emprunter à la banque, ou à la caisse populaire, refuse obstinément de dire comment l'argent sera dépensé ou encore reste vague à ce sujet, je ne pense pas que beaucoup d'institutions financières accepteraient la requête.

De même, puisque nous avons été élus par nos concitoyens pour examiner dans toute la mesure du possible comment l'argent des contribuables est dépensé, on devrait nous dire de quelle façon l'argent sera utilisé. Il ne faut pas oublier que cet argent n'appartient pas au gouvernement mais aux contribuables. Car le gouvernement n'a d'autre argent que celui qu'il reçoit d'eux.

Le gouvernement a dit qu'il projetait de présenter un budget vers la fin d'avril. A ce moment-là, le projet à l'étude sera chose du passé. Le gouvernement libéral ne peut se permettre de procéder ainsi et voilà pourquoi son projet a soulevé tant d'opposition non seulement aux Communes mais dans l'ensemble du pays.

Depuis l'annonce du projet de loi, les Canadiens vivent dans l'incertitude. Ils se demandent où le gouvernement veut les mener. En fait, pour certaines personnes cette incertitude est devenue du désespoir. Le député de Brant nous a dit combien certains de ses électeurs étaient désespérés à cause de l'absence d'orientation ou d'assistance de la part du gouvernement.